

*Alain Thomas ETAMANE MAHOP\**

***LES GRANDES POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT SOCIO-  
ECONOMIQUE AU CAMEROUN ET LEURS IMPLICATIONS DANS  
LA REGION L'EST DE 1987 A 2000***

**The Socio-Economic Development in Cameroon and the Major Political  
Implications in the Eastern Region from 1987 to 2000**

**Abstract:** The start of the economic crisis in Cameroon, in 1986-1987, constrained the State to reshape its economic policy and to secure the help of the IMF in order to get the upper hand on this plague which damaged the established social structures. During the years 1988-1989, Cameroon entered a period of real economic revival through its submission to the plans of structural adjustment which aimed to re-establish the macro-economic mechanisms. This analysis aims to describe the political strategies conceived in order to accomplish the social and economic development of Eastern-Cameroun.

**Keywords:** Cameroon, economic crisis, International Monetary Fund, development policy, 1987-2000

\*

**Introduction**

L'expansion de l'investissement public au Cameroun dans les secteurs moteurs d'économie de production de biens a durant les années 1980 à 1985, stimulé une croissance soutenue de l'économie du Cameroun de l'ordre de 7%<sup>1</sup>. Mais, après la période florissante relativement courte de (1977-1985), l'économie camerounaise est entrée dans une zone de turbulence née du fait d'un environnement

---

\* Doctorant, Université de Yaoundé I / Université de Provence Aix Marseille I.

<sup>1</sup> J. Ngandjeu, *Le Cameroun et la crise. Renaissance ou blocage ?*, Paris, l'Harmattan, 1988, p.18.

économique mondial instable. La crise économique intervenue en 1986-87, fit tomber cette croissance au point de fluctuer entre 4 et 5% à la fin de la décennie<sup>2</sup>.

Face à cette instabilité persistante, l'Etat camerounais a d'abord cherché sans succès la solution à ce problème par ses propres moyens. En 1987, il l'a fait en initiant des mesures internes de redressement économique dont l'axe principal était la réduction du train de vie de l'Etat et de ses démembrements. Malgré ces mesures, la situation continuait de s'aggraver. Vue d'abord comme éphémère, la crise qui sévissait dans le territoire n'était pas seulement due à l'instabilité ambiante. Mais, elle provenait aussi des nombreux dysfonctionnements internes et annonçait l'échec du système économique camerounais et de l'Etat providence. Pour sortir de la crise, il fallait aller bien au-delà de certaines mesures ; c'est ce que recommandait l'ajustement prévu par les autorités<sup>3</sup>. Voilà le conteste dans lequel au Cameroun, naguère un modèle dans une Afrique noire fortement déstabilisée économiquement, pris attache avec certaines institutions financières internationales : le FMI (Fonds Monétaire International) contre lequel, le pays venait d'exprimer quelques réticences<sup>4</sup>. Il amorçait ainsi, sa véritable période de redressement économique en (1988-1989) à travers les programmes d'ajustements structurels (PAS)<sup>5</sup>. Ce bouleversement a incité les pouvoirs publics à mettre sur pied de nouvelles politiques de développement qui n'ont pas manqué de toucher l'Est-Cameroun durant la période 1987 à 2000. Quelles furent les politiques élaborées et appliquées pour le développement socio-économique à l'Est-Cameroun ? Quelles en sont les réalisations ?

Cette analyse est articulée sur deux grands points. Le premier, examine les grandes politiques élaborées dès 1987 en vue du développement de l'Est-Cameroun. Le second s'attèle à montrer les grandes politiques élaborées en vue du développement social de cette région.

---

<sup>2</sup> Ibid., p.18.

<sup>3</sup> Les institutions de Bretton Woods a permis au gouvernement d'adopter en Mars 1994 un programme d'ajustement macroéconomique et de réformes structurelles couvrant la période du premier janvier 1994 au 30 juin 1995. Les objectifs poursuivis étaient : la libéralisation du commerce et des prix, le redressement de la politique de la demande interne. Ce qui impliquait, la compression des dépenses budgétaires, la réforme fiscale. La poursuite de la réduction du coût et de la restructuration de la fonction publique, la restructuration complémentaire du secteur financier et reprise de la réforme des entreprises publiques.

<sup>4</sup> Le président Paul Biya, dans un discours prononcé le 20 juin 1987 devant les députés de l'Assemblée Nationale camerounaise déclarait : « *nous n'irons pas au FMI* »

<sup>5</sup> A. Ekollo Moundi, *Au nom de la banque mondiale. Mains basses sur les sociétés d'Etat, les ressources forestières et pétrolières camerounaises par des groupes d'intérêts étrangers*, Douala, Association pour l'amitié et la coopération franco-camerounaise, 1993, p.19.

## **I- Les politiques élaborées et appliquées dans le domaine économique**

Ces politiques : (la Nouvelle politique agricole (NPA), le Plan Directeur d'Industrialisation (PDI)) ont été orientées vers les secteurs moteurs du développement économique notamment, le secteur agricole et le secteur industriel.

### **A- La nouvelle politique agricole**

Paul Biya dès son accession à la magistrature suprême s'était donné pour objectif de redynamiser l'économie camerounaise. C'est donc à travers le libéralisme communautaire qu'allait dépendre toutes les réactions de l'Etat dès 1987. En matière agricole, la nouvelle politique agricole fut mise en place.

#### **1- Les raisons de son élaboration**

Le Cameroun depuis 1986-87 engagea à élaborer une série de mesures pour juguler le phénomène de la crise. Cette crise économique était aggravée par les dysfonctionnements dans la gestion des sociétés publiques et parapubliques du secteur. Pour faire face à cette crise, le gouvernement adopta en 1989, une stratégie de développement agricole basée non seulement sur la responsabilisation des producteurs mais, sur la diversification de la production. Cette nouvelle stratégie est connue sous le nom de Nouvelle politique agricole<sup>6</sup>. Elle allait s'appuyer sur de profondes considérations sociales. Ces mobiles sociaux s'expliquent par le fait que, certaines régions du territoire camerounais particulièrement celles de l'Est-Cameroun étaient victimes d'une insécurité alimentaire<sup>7</sup>. Pour enrayer cette situation inquiétante, les pouvoirs publics ont élaboré des projets d'appui à la consolidation de la sécurité alimentaire.

#### **2- Les fondements et les objectifs généraux de la Nouvelle politique agricole au Cameroun**

La NPA a été élaborée sur la base des conclusions des études menées sur la promotion des exportations agricoles modernes en milieu familial. En effet, ayant constaté que les activités de production agricole étaient réalisées essentiellement par des exploitations familiales de petites dimensions pratiquant une agriculture de type archaïque, l'Etat camerounais s'est résolu à faire évoluer la production agricole

---

<sup>6</sup> Archives du Ministère de l'Agriculture, *Politique agricole*, Yaoundé, Nouveaux Défis, 1999, p.4.

<sup>7</sup> La situation s'avérait même précaire dans les départements souffrants de conditions de vie préoccupantes, sources d'un exode rural fort et d'une augmentation du chômage en milieu urbain.

familiale dans le sens de la modernisation<sup>8</sup>. En d'autres termes, il fallait faire évoluer les structures de production agricoles en milieu familial, pour qu'elles répondent aux exigences de véritables entreprises modernes. De là découle l'expression Promotion d'Exploitations Agricoles de Moyennes Importance (EAMI)<sup>9</sup>. Il fallait donc mener des études et voir ce qui devrait être fait pour améliorer les exportations. Ceci a donné lieu à l'élaboration des modèles théoriques de cultures et d'élevages par régions du Cameroun<sup>10</sup>.

La NPA comprend cinq principaux objectifs à savoir : la modernisation de l'appareil de production. Il visait principalement à améliorer de manière significative la production des exploitations familiales par l'augmentation suffisante de leurs tailles, l'octroi des crédits agricoles en vue de la promotion de l'utilisation des intrants agricoles modernes, le renforcement de la recherche agronomique, la vulgarisation et le renforcement de la recherche agronomique, la vulgarisation et le renforcement des infrastructures économiques de base<sup>11</sup>.

Quant à la maîtrise de la sécurité alimentaire, son but est d'assurer à tous les camerounais, la satisfaction de leurs besoins alimentaires en quantité et en qualité<sup>12</sup>.

### **B- Le plan Directeur d'Industrialisation**

Le libéralisme communautaire se caractérisait par sa liberté d'entreprendre et le souci d'une solidarité nationale. Cette nouvelle politique disait reformer le libéralisme planifié prôné par Ahidjo, mais ne s'en éloignait guère de par ses principes. En matière d'industrie, la politique industrielle suivit certaines étapes à l'instar de : la planification avec le plan directeur d'industrialisation.

<sup>8</sup> Cette évolution ne pouvait se concrétiser que par l'abandon progressif des micro exploitations. Pour des exploitations modernes de taille plus grande. Pour des exploitations modernes de taille plus grande, susceptible de répondre aux attentes des jeunes ayant suivi une formation professionnelle appropriée.

<sup>9</sup> AMINAGRI, *Etude sur la promotion de plantations de moyenne importance*, Rapport Général, 1986, p.35.

<sup>10</sup> A l'Est-Cameroun par exemple, l'Etat avait créé le ranch de Ndokayo qui contenait 30.000 têtes de bovins et s'étendait sur 50.000 ha.

<sup>11</sup> Kolom, Chef service statistiques, Enquêtes et projets à la délégation départementale de l'agriculture, entretien à Bertoua, le 10.04.2009.

<sup>12</sup> La situation de sécurité alimentaire est précaire ; l'indice de couverture des besoins alimentaires est passé de 99 en 1982 à 78 en 1994, du fait notamment de l'accroissement importante de la population urbaine et de la stagnation de la productivité du travail des actifs agricoles. C'est la raison pour laquelle, le développement et la transformation des produits agricoles par la promotion et l'encouragement des petites unités de transformation ou de conditionnement des produits sont devenus une nécessité pour l'agriculture camerounaise. Il n'était donc plus question que le secteur le plus important de l'économie soit à la traîne à l'Est-Cameroun.

## **1- Genèse et objectifs**

Le début de l'élaboration du PDI remonte à la fin des années 70 et au début des années 80. Il se situe à une époque où la communauté internationale avait compris l'importance de promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement et surtout des pays africains<sup>13</sup>. C'est ainsi que, la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) avait élaboré le premier projet de la décennie pour le développement industriel de l'Afrique. Dans ce cadre, elle demandait à l'ONUDI d'appuyer les pays africains dans la mise en place de plans nationaux d'industrialisation que l'Etat camerounais baptisa (PDI) en 1988<sup>14</sup>. Le PDI reposait sur quatre secteurs jugés prioritaires pour une relance économique du Cameroun : les hydrocarbures, la bauxite, le bois, les agroalimentaires.

L'exploitation des hydrocarbures était différente selon que ce soit le pétrole ou le gaz naturel. Ici, l'impact des hydrocarbures sur l'économie camerounaise resta pendant longtemps minimisé par le gouvernement camerounais. Pourtant, exploitées tardivement, leurs recettes participaient largement au PIB<sup>15</sup>. S'agissant de la bauxite localisée dans la province de l'Ouest-Cameroun et dans l'Adamaoua depuis 1958, son exploitation resta longtemps à l'étude non seulement à cause des moyens financiers, mais aussi parce qu'elle représentait un investissement à risque<sup>16</sup>. La forêt n'était pas en reste car le président Ahmadou Ahidjo voyait en elle l'une des plus grandes richesses du pays. Cette vision permit l'exploitation forestière et l'établissement d'un plan forestier<sup>17</sup>.

S'agissant des objectifs du PDI, celui-ci énonçait trois grands objectifs d'industrialisation. La valorisation des ressources naturelles consistait à satisfaire

---

<sup>13</sup> AMINAGRI, *Direction des études et projets, comité de réflexion pour la réorientation de la politique agricole du Cameroun. Exposé de la commission production agricole*, Yaoundé, 1989, pp.1-8.

<sup>14</sup> J. Abena Nomo, Soulignait dans un article publié à *Cameroun tribune* le jeudi 9 décembre 1993 : «Le Ministre Madeng Ambassa, le PDI est le fil d'Ariane de notre politique agricole», p.3.

<sup>15</sup> A. Ahidjo soulignait que : « nos ressources d'hydrocarbures connues en ce jour sont modestes. Il pensait que l'économie camerounaise était basée sur l'agriculture et le resterait ».

<sup>16</sup> Comme la plupart des pays africains à vocation minière, le Cameroun considérait que si le secteur des mines nécessitait des investissements lourds qui affectaient forcément les finances des autres secteurs industriels, l'absorption des produits de ce secteur n'était pas moins une garantie au même titre que leur transformation. Le gouvernement déplorait le protectionnisme des marchés européens et de ceux de l'UDEAC dans les plans quinquennaux.

<sup>17</sup> Le plan forestier concernait la régénération systématique et progressive de la forêt, le développement de l'utilisation du bois camerounais dans les matériaux de construction, l'organisation de la production et de l'évacuation des produits forestiers de leur lieu d'exploitation et la création d'usine plus importante dans ce domaine au développement.

les besoins essentiels d'industrialisation relatifs à la croissance démographique et à l'urbanisation, à l'équilibre extérieur menacé par l'épuisement des ressources pétrolières et le caractère aléatoire des recettes d'exportation des produits primaires. Il s'agissait de prendre en compte les ressources naturelles dont regorgeait le pays.

Pour ce qui est de l'intégration, cet objectif était dicté par aspect extraverti et lacunaire de l'industrie que par les inégalités régionales. L'intégration impliquait donc les objectifs sectoriels devant satisfaire à la fois la consommation intermédiaire et finale<sup>18</sup>. Par ailleurs, le PDI devait aussi résoudre le problème de concentration industrielle dans diverses provinces du pays. Il partait de ce constat pour proposer la déconcentration et l'amélioration du système industriel. Le développement des PME/PMI était aussi imposé par la contrainte d'extraversion de l'industrie camerounaise.

## **2- Les raisons de l'élaboration du PDI**

Elles reposaient sur la conjoncture nationale et les contraintes de l'industrie camerounaise : *« Parlant de la conjoncture nationale, le PDI partait du constat selon lequel la croissance du PIB camerounais était supérieure à 7%. Ce qui était appréciable entre la fin des années 1970 et le début des années 1980. Cette croissance accrue pendant la décennie 1970 sous le prisme des plans quinquennaux allait progressivement régresser de 20% au cours de la décennie 1980. Cela s'expliquait par l'effondrement des prix du cacao et du café et la baisse des importations en provenance du Cameroun par les pays de l'UDEAC frappés par la crise<sup>19</sup>. Par ailleurs, les contraintes de l'industrie camerounaise impliquaient que, le développement du Cameroun s'effectua sans planification réelle. Le choix de la gamme d'industries à créer était laissé à l'initiative des investisseurs étrangers et les différentes industries implantées se réduisaient à une juxtaposition d'unités qui entretenaient entre elles peu d'échanges interindustriels. De ce fait, l'industrie camerounaise contribua très peu à la modernisation de l'agriculture, à la construction des transports et autres secteurs clés de l'économie<sup>20</sup>. En outre, la structure industrielle créée tendait à accentuer le caractère extraverti de l'économie*

---

<sup>18</sup> MINPLAT et MINDIC, *Le plan Directeur de l'industrialisation du Cameroun*, Yaoundé, 1988, pp.2-10.

<sup>19</sup> D. Tcheumeni, "La politique industrielle du Cameroun : essai d'analyse historique (1960-2000)", Mémoire de Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I, 2005, p.98.

<sup>20</sup> MINEPLA, *Projet du plan Directeur d'industrialisation du Cameroun*, Yaoundé, 1988, pp.1-30.

*du fait qu'elle était constituée principalement d'industries de substitution qui travaillaient à partir des matières premières importées »<sup>21</sup>.*

Il ressort de ce qui précède que, l'industrie camerounaise n'avait pas joué un rôle moteur dans le développement économique. C'est la raison pour laquelle, l'Etat camerounais a décidé d'accélérer la croissance économique du pays.

### **C- Quelle stratégie d'industrialisation à l'Est-Cameroun**

Jusqu'à la deuxième moitié des années 1980, l'industrie camerounaise n'avait pas suffisamment joué son rôle fondamental. C'est cette situation que le plan PDI entendait modifier dans les grands secteurs de l'économie nationale. Ces projets à l'Est-Cameroun concernaient : les mines, le secteur du bois, l'élevage.

#### **1- Les mines et le bois**

L'Est-Cameroun a un sous sol riche en minerais de diverses natures bien que la plupart soit de faible teneur. D'autres minerais par contre sont exploités depuis l'époque coloniale ; c'est le cas de l'or de Kolomine, de Bétaré-Oya, Boubara, Batouri...ici, les possibilités d'exploitation de l'or sont restées pendant très longtemps à l'étude<sup>22</sup>.

S'agissant du bois, la forêt couvre la quasi-totalité de l'Est-Cameroun. L'exploitation forestière est la principale activité économique. En 1989, 19 sociétés étaient réparties dans les 4 départements de la province. En 1980, plus de 679.600 m<sup>3</sup> des grumes avaient été exportés. En 1989, la part de l'Etat dans la gestion des forêts était considérable<sup>23</sup>. Les impôts étaient payés suivant les taxes forestières, les cotisations et les centimes communaux. Pour l'Etat camerounais, le PDI envisageait une meilleure gestion des forêts en mettant des politiques de coupes réglementaires centrées sur la régénération des forêts, le reboisement, les transformations et l'utilisation du bois, la production et l'évacuation du bois vers l'extérieur<sup>24</sup>.

#### **2- L'élevage et les féculents**

La stratégie d'industrialisation de la filière d'élevage à l'Est-Cameroun consistait à augmenter la production des bovins, à rationaliser leur

---

<sup>21</sup> ALUCAM représente parfaitement cette catégorie d'industrie. Ici, l'alumine importée de FRIA en Guinée et acheminée par bateau au port de Douala, puis Edéa où elle était mélangée au coke et au brai et transformée en barres d'aluminium.

<sup>22</sup> Ediafric-la documentation africaine, *L'industrie camerounaise, une décennie d'industrialisation*, Paris, Ediafric, 1985, p.80.

<sup>23</sup> Ango Mengue, " L'Est-Camerounais, une géographie du sous développement et de la marginalité", Thèse de Doctorat du 3<sup>e</sup> cycle en géographie, Université de Bordeaux III, 1989, p.180.

<sup>24</sup> Ediafric-la documentation africaine, *L'industrie camerounaise...*, p.125.

commercialisation, d'éradiquer la glossine et de moderniser l'élevage traditionnel par l'encadrement technique des éleveurs. L'élevage connut une dynamisation avec la SODEPA<sup>25</sup>. S'agissant des féculents, il était question dans le PDI de la transformation du paddy en riz marchand à l'Est-Cameroun. L'Etat envisageait aussi, la création d'une huilerie à Bertoua<sup>26</sup>.

L'élaboration du plan directeur d'industrialisation et de la nouvelle politique agricole étaient des mesures mises en place par l'Est camerounais pour relancer l'économie. Toutefois, l'Etat n'allait pas seulement s'occuper du domaine économie ; le domaine social était aussi indispensable.

## **II- Les politiques élaborées et appliquées dans le domaine social**

Comme l'économie, l'Etat camerounais avait le souci de développer le secteur social touché aussi par la crise dans l'ensemble du territoire dans les domaines de l'éducation et de la santé<sup>27</sup>.

### **A- La promotion de l'éducation**

Elle s'était manifestée dans plusieurs domaines de l'enseignement notamment primaire et secondaire. En effet, la demande potentielle d'éducation n'avait cessé d'augmenter sur l'ensemble du territoire national. La population scolarisable de 6 à 14 ans passa de 3.403.000 en 1996 à 3.604.000 en 1999, pour atteindre 3.674.000 en 2000, évoluant au taux annuel moyen de 1,9% contre 2,9% pour la population totale au cours de la période<sup>28</sup>. En ce qui concerne les infrastructures scolaires, l'objectif de l'Etat était la modernisation. De 52% en 1985, les salles de classes en dur représentaient 89% alors que les salles en semi dur et en matériaux provisoires ne représentaient que 10,6% en 2000 contre 47,5% en 1985 sur l'ensemble du territoire<sup>29</sup>.

#### **1- L'enseignement maternel et primaire**

Il est important de noter que, l'éducation est une action par laquelle on conduit l'être humain de l'état d'enfant à celui d'adulte et pour une fin explicite de produire des êtres mûrs achevés et accomplis.<sup>30</sup> Ainsi, la politique éducative de l'Etat

<sup>25</sup> A. Etamane, " pouvoir publics et développement socio-économique à l'Est-Cameroun : 1960-2000," Mémoire de DEA en histoire, Université de Yaoundé I, 2008, p.92.

<sup>26</sup> Ango Mengue, " L'Est-Camerounais, une géographie du sous développement...", p.118.

<sup>27</sup> MINEPLA, *Deuxième plan quinquennal de développement économique et social*, Yaoundé, annexes régionales, 1971, p.15.

<sup>28</sup> DSCN, *Annuaire statistique du Cameroun*, Yaoundé, Imprimerie nationale, 2000, p.37.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> D. Mvogo, *L'éducation aujourd'hui : quels enjeux ?* Yaoundé, Presses Universitaires de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, 2002, pp.13-14.

camerounais après 1987 fut de situer l'éducation dans la perspective de la mondialisation. Les pouvoirs publics envisageaient alors une nouvelle politique éducative qui serait la référence de tous les camerounais<sup>31</sup>. Cette nouvelle vision encore appelée nouveau projet de société, déboucha en 1995 sur la réalisation des premiers Etats généraux de l'éducation suivis des lois d'orientation de 1988 et de l'enseignement supérieur en 2001<sup>32</sup>.

## **2- L'enseignement secondaire**

L'absence d'équipements scolaires adéquats, avait amené l'Etat à s'intéresser d'avantage au problème de l'enseignement à l'Est-Cameroun. L'enseignement secondaire allait se développer grâce à l'évolution des enseignements maternel et primaire. Sa position intermédiaire entre l'enseignement primaire et supérieur lui donne une position particulière dans le système éducatif camerounais<sup>33</sup>. En effet, l'Etat contribue seulement à 35% dans les dépenses unitaires de l'enseignement maternel, à 43% dans l'enseignement secondaire général et 60% dans l'enseignement secondaire technique. L'instabilité permanente des élèves est une raison qui explique la motivation des pourvois publics à développer l'enseignement secondaire à l'Est-Cameroun.

### **B- Dans le domaine de la santé**

Dans sa politique volontariste de développement de la santé, l'Etat camerounais avait compris que l'accès de la masse aux soins de santé et le recul de la fréquence des maladies était un résultat attendu du développement économique<sup>34</sup>. Partant de cette réalité, plusieurs établissements de santé ont été créés. En trois ans par exemple (1997-1999), 03 hôpitaux, 07 centres médicaux d'arrondissement, 85 centres intégrés furent construits à l'Est-Cameroun. Pour éviter des dysfonctionnements dans les systèmes de santé publics, l'Etat avait équipé les

---

<sup>31</sup> G. Bomba Ntebe, *Philosophie et histoire de l'éducation de l'antiquité égyptienne au 20<sup>e</sup> siècle*, Yaoundé, Etablissement Tous à Tous, 2003, p.35.

<sup>32</sup> Bomba Ntébé, *La pédagogie à travers le temps et l'espace points d'impacts éléments d'enseignement*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2004, p.3.

<sup>33</sup> G. Tsafack, *L'enseignement secondaire au Cameroun : tendances organisationnelles et résultats d'apprentissages des élèves*, Yaoundé, Presses Universitaires des Yaoundé, 2000, p.13.

<sup>34</sup> L. Denis-Clair, *La santé, clé du développement économique : Europe de l'Est et Tiers Monde*, Paris, l'Harmattan, 2003, p.1.

établissements en matériel nécessaires. Par ailleurs des projets de développement rural intégré furent entrepris. Tel fut le cas du PNVRA à l'Est-Cameroun<sup>35</sup>.

### Conclusion

En définitive, nous dirons simplement que, par cette analyse, nous pouvons nous rendre compte que, l'Etat camerounais s'est attelé à élaborer des politiques de développement qui ont eu un écho favorable à l'Est-Cameroun. A travers la NPA, le PDI et les projets sociaux, les pouvoirs publics ont redynamisé l'appareil de production et relancer l'économie. Nos recherches se poursuivent sur ce sujet et dans cette région à travers l'effort de reconstitution de l'histoire post indépendance du Cameroun.

### Sources et références bibliographiques

#### 1- Ouvrages

- AMINAGRI, *Politique agricole*, Yaoundé, Nouveaux Défis, 1999
- AMINAGRI, *Etude sur la promotion de plantations de moyenne importance*, Rapport Général, 1986
- Bomba Ntébé. G, *La pédagogie à travers le temps et l'espace points d'impacts éléments d'enseignement*, Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, 2004.
- Denis-Clair. L, *La santé, clé du développement économique : Europe de l'Est et Tiers Monde*, Paris, l'Harmattan, 2003.
- DSCN, *Annuaire statistique du Cameroun*, Yaoundé, Imprimerie nationale, 2000.
- Ediafric, *L'industrie camerounaise, une décennie d'industrialisation*, Paris, Ediafric la documentation africaine, 1985, p.80.
- Ekollo Moundi. A, *Au nom de la banque mondiale. Mains basses sur les sociétés d'Etat, les ressources forestières et pétrolières camerounaises par des groupes d'intérêts étrangers*, Douala, Association pour l'amitié et la coopération franco-camerounaise, 1993.
- MINEPLA, *Deuxième plan quinquennal de développement économique et social*, Yaoundé, annexes régionales, 1971.
- MINPLAT. al, *Le plan Directeur de l'industrialisation du Cameroun*, Yaoundé, 1988.

---

<sup>35</sup> Ses activités portaient sur l'amélioration durable de la productivité agricole et des revenus des planteurs de plus de 150 GIC. Son appui portait sur les besoins des producteurs et un système de recherche à la demande.

MINEPLA, *Projet du plan Directeur d'industrialisation du Cameroun*, Yaoundé, 1988.

Ngandjeu. J, *Le Cameroun et la crise. Renaissance ou blocage ?*, Paris, l'Harmattan, 1988.

Mvogo. D, *L'éducation aujourd'hui : quels enjeux ?* Yaoundé, Presses Universitaires de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, 2002.

Tsafack. G, *L'enseignement secondaire au Cameroun : tendances organisationnelles et résultats d'apprentissages des élèves*, Yaoundé, Presses Universitaires des Yaoundé, 2000.

## **2- Mémoires et thèses**

Etamane. A, "Pouvoir publics et développement socio-économique à l'Est-Cameroun : 1960-2000," Mémoire de DEA en histoire, Université de Yaoundé I, 2008.

D. Tcheumeni, "La politique industrielle du Cameroun : essai d'analyse historique (1960-2000)", Mémoire de Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé I, 2005.

Ango Mengue, "L'Est-Camerounais, une géographie du sous développement et de la marginalité," Thèse de Doctorat du 3<sup>e</sup> cycle en géographie, Université de Bordeaux III, 1989, p.180.

## **3- Articles de revues**

Abena Nomo. J, "Le Ministre Mandeng Ambassa, le PDI est le fil d'Ariane de notre politique agricole" *Cameroun tribune*, 1993